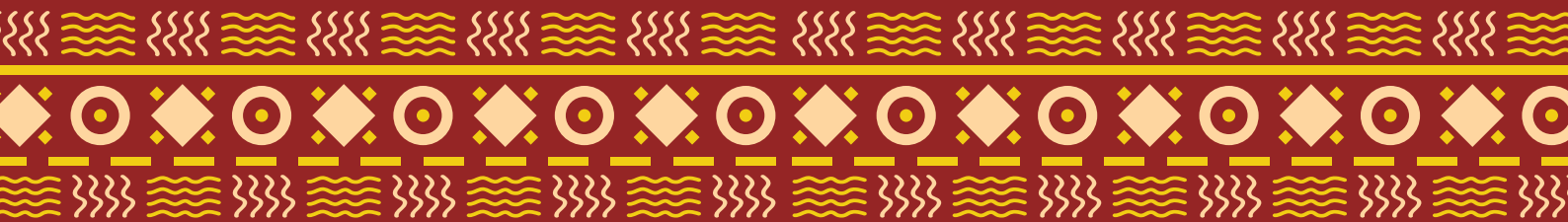




Réseau de Développement  
et de Communication des  
Femmes Africaines

# Une Année de Transformation :

## Les Temps Forts du Parcours de FEMNET en 2023





## Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines

© FEMNET 2023

Pour obtenir une copie de ce rapport, veuillez contacter :

**Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET)**

Next to Forest Plaza, off Kolobot Road, Parklands

P.O Box 54562 - 00200, Nairobi

**Tel:** +254 20 271 2971/2

**Fax:** +254 20 271 2974

**Email:** [admin@femnet.or.ke](mailto:admin@femnet.or.ke)

**Web:** [www.femnet.org](http://www.femnet.org)

 FemnetSecretaria

 @femnetprog

 FEMNET1

 FemnetSecretariat



## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**J**e suis fière de partager le rapport annuel 2023 de FEMNET, qui met en lumière une année de leadership percutant et de dévouement inébranlable à l'avancement de l'égalité des sexes à travers l'Afrique. En tant que réseau féministe panafricain de premier plan, FEMNET continue d'impulser une action collective contre les inégalités systémiques et de défendre les droits des femmes et des filles.

En 2023, FEMNET a réalisé des avancées significatives sur les fronts régionaux et mondiaux. Le succès de l'Africa Disrupt CSW 67 qui s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, et la Déclaration de Lilongwe qui en a résulté ont renforcé l'influence des femmes africaines dans l'élaboration des politiques mondiales, y compris lors de la CSW67 à New York. Nous avons également marqué le 20e anniversaire du protocole de Maputo en déclarant avec audace la nécessité d'une ratification universelle de l'instrument le plus progressiste en matière de droits des femmes et en appelant à une domestication et à des ressources pour une mise en œuvre complète. Nos initiatives novatrices de renforcement des capacités et d'influence politique, telles que l'African Feminist Macroeconomics Academy et la Feminist CoP, ont mis en évidence le rôle de FEMNET en tant que leader d'opinion, rassembleur stratégique et bâtisseur de mouvements dans la promotion de politiques économiques et environnementales respectueuses de l'égalité des sexes, en reliant l'activisme communautaire aux processus de prise de décision régionaux et mondiaux.

Nous avons également investi dans l'autonomisation des défenseurs des droits des femmes par le biais de formations dans des domaines clés tels que les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et le leadership transformateur des femmes. Le travail avec les filles et les jeunes femmes reste une priorité, avec des programmes comme « She Leads » qui a stratégiquement organisé le Festival Africain des filles et des jeunes femmes en marge du 20e anniversaire du protocole de Maputo, permettant aux filles et aux jeunes femmes de s'engager de manière significative dans l'influence politique et la responsabilité.

FEMNET a également renforcé ses capacités internes et étendu sa présence numérique afin d'améliorer le plaidoyer et le partage des connaissances, garantissant ainsi notre efficacité dans un monde en évolution rapide. Je salue le dévouement de l'équipe, des membres et des partenaires de FEMNET qui ont rendu ces réalisations possibles. Ensemble, nous nous engageons à créer un avenir où chaque femme et chaque fille pourra réaliser son potentiel.

Que ce rapport nous inspire à poursuivre notre voyage commun vers l'égalité des sexes et la justice.

**Dr. Amany Asfour**

Présidente du conseil d'administration de FEMNET



## MESSAGE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE



**2**023 a été une année de profonde réflexion, de résilience et de poursuite inlassable de la justice en matière de genre à travers l'Afrique. En tant que FEMNET - le réseau de développement et de communication des femmes africaines - nous avons continué à nous tenir à l'avant-garde du mouvement pour les droits des femmes, en défendant le changement transformateur, en amplifiant les voix féministes et en approfondissant notre impact à travers le continent.

Face au rétrécissement de l'espace civique, aux inégalités économiques croissantes et à la féminisation croissante de la pauvreté, notre détermination collective a été mise à l'épreuve, mais nous nous sommes relevées avec une détermination renouvelée. Ce rapport présente non seulement nos étapes importantes, mais aussi les histoires puissantes de résistance et d'espoir créées avec nos membres, nos partenaires et nos communautés.

Qu'il s'agisse de se mobiliser pour un financement qui transforme le genre et pour la justice climatique, d'influencer des processus politiques clés aux niveaux régional et mondial ou d'approfondir le leadership féministe à travers des espaces intergénérationnels, 2023 a réaffirmé la place de FEMNET en tant qu'organisateur, agitateur et bâtisseur de solidarités féministes.

Nous sommes extrêmement fières des progrès que nous avons accomplis, que ce soit en rassemblant des mouvements puissants, en façonnant des dialogues politiques féministes ou en demandant des comptes aux institutions. Derrière chaque réalisation se cachent le courage, la créativité et l'engagement inébranlable de nos membres, de notre personnel, de nos donateurs et de nos alliés féministes.

En lisant ce rapport, vous serez inspirés par la passion, le pouvoir et les possibilités qui définissent notre parcours. Ensemble, nous allons de l'avant, résolument féministes, panafricaines dans notre vision et inarrêtables dans notre quête d'un monde juste et équitable pour toutes les femmes et les filles africaines.

En toute solidarité,

**Memory Kachambwa**

Directrice Executive, FEMNET



## À PROPOS DE FEMNET

Le réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) est un réseau panafricain, féministe et associatif basé à Nairobi, au Kenya, regroupant plus de 800 membres individuels et institutionnels dans 50 pays d'Afrique et dans la diaspora. **FEMNET envisage une société où les femmes et les filles africaines s'épanouissent dans la dignité et le bien-être, à l'abri de l'oppression et des injustices patriarcales et néolibérales.**

FEMNET reconnaît que l'engagement à modifier les relations de pouvoir, les injustices structurelles et l'oppression systémique est au cœur du féminisme. FEMNET s'engage donc à faire pression pour changer les structures de pouvoir qui perpétuent l'inégalité entre les sexes en soutenant le mouvement des femmes africaines afin de permettre aux femmes et aux filles dans leur diversité de revendiquer, d'affirmer et d'utiliser efficacement leur pouvoir collectif pour mettre fin à toutes les formes d'exclusion, d'oppression, d'exploitation et d'injustices à leur encontre.

Fondé en 1988, FEMNET a pour mission de faciliter et de coordonner le partage d'expériences, d'informations et de stratégies de promotion des droits de l'homme entre les féministes, les activistes et les organisations de défense des droits de la femme, dans le cadre d'une stratégie d'organisation collective, d'influence sur les politiques et de plaidoyer, de communication stratégique, de renforcement des capacités, de solidarité féministe et de construction d'un mouvement.

Au fil des ans, FEMNET s'est stratégiquement positionnée en tant que convocatrice, organisatrice et facilitatrice de dialogues critiques sur la justice et les droits économiques des femmes, le leadership transformateur des femmes, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), la justice climatique et la gouvernance des ressources naturelles, ainsi que la fin de toutes les formes de violence et de pratiques préjudiciables/discriminatoires à l'encontre des femmes et des jeunes filles.

FEMNET continue d'influencer de manière délibérée les décisions prises aux niveaux national, régional et mondial, en veillant constamment à ce que la voix des femmes africaines soit amplifiée et à ce que leurs besoins, leurs priorités et leurs aspirations soient pris en compte dans les dialogues politiques clés et les résultats qui ont un impact direct et indirect sur leur vie. FEMNET mobilise les femmes africaines pour qu'elles exigent de leurs États qu'ils respectent leurs engagements en matière de droits des femmes et d'égalité entre les sexes.

### Vision

Faire prospérer les femmes et les filles africaines dans la dignité et le bien-être, à l'abri de l'oppression et des injustices patriarcales et néolibérales.

### Mission

Mobiliser les femmes africaines en faveur de l'égalité des sexes et de la réalisation des droits des femmes et des filles à tous les niveaux..



# RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Si vous parcourez l'histoire africaine, vous pouvez toujours trouver et retracer des femmes, individuelles et collectives, qui résistent au patriarcat sous ses différentes formes et dans sa relation à différentes dynamiques.

- Jessica Horn

Le rapport annuel du FEMNET pour 2023 témoigne d'une année d'impact transformateur et d'engagement inébranlable pour faire progresser l'égalité des sexes à travers l'Afrique. En tant que réseau féministe panafricain, FEMNET a mobilisé et amplifié les voix des femmes et des filles, en s'attaquant aux injustices structurelles et à l'oppression systémique tout en favorisant l'action collective et le plaidoyer en faveur des droits des femmes..

En 2023, FEMNET a défendu la représentation des femmes et des filles africaines dans les principaux espaces politiques mondiaux et régionaux. L'organisation a accueilli la deuxième édition **d'Africa Disrupt CSW** au Malawi, mettant en place une plateforme essentielle pour explorer l'intersection de la technologie, de l'éducation et de l'innovation avec l'égalité des sexes. Cet événement a abouti à l'élaboration de la déclaration de Lilongwe, qui a ensuite été présentée à la CSW67 à New York, permettant ainsi aux priorités des femmes et des filles africaines de façonner le discours mondial. Tout au long de l'année, FEMNET a continué à plaider en faveur de politiques numériques équitables, en démantelant les cadres patriarcaux et coloniaux ancrés dans les avancées technologiques.

L'année a également marqué le 20e anniversaire du protocole de Maputo, une étape importante dans la promotion des droits des femmes en Afrique. FEMNET a commémoré cette occasion par une série d'événements de premier plan, notamment des dialogues intergénérationnels et le troisième festival africain des filles et des jeunes femmes. Ces activités ont permis à diverses parties prenantes, des organisateurs locaux aux décideurs politiques, de réfléchir aux progrès accomplis et aux défis qui persistent. Le festival a notamment permis aux jeunes femmes d'exprimer leurs réalités et d'influencer les efforts de plaidoyer en cours pour la mise en œuvre du protocole.

Le travail de FEMNET sur la justice climatique a pris le devant de la scène avec l'organisation de **l'African Feminist Macroeconomics Academy** et de la **Feminist COP**. Ces initiatives ont favorisé des approches féministes innovantes pour relever les défis climatiques et faire progresser la justice économique. En mobilisant les mouvements de base, les décideurs politiques et les parties prenantes internationales, FEMNET a amplifié les récits des femmes et des filles africaines et a plaidé en faveur de politiques climatiques tenant compte de la dimension de genre.

L'organisation s'est également concentrée sur le renforcement du plaidoyer et des capacités de ses membres par le biais d'une variété de programmes de formation et de dialogues thématiques. Ces



efforts ont porté sur des questions telles que la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), le leadership transformateur et la justice économique. Grâce à ces initiatives, FEMNET a doté les militants et les dirigeants des outils nécessaires pour faire évoluer les politiques et favoriser des structures de gouvernance inclusives.

L'engagement des jeunes est resté une pierre angulaire des activités de FEMNET, avec des initiatives telles que **"She Leads"**, qui permettent aux filles d'assumer des rôles de leadership et d'influencer les processus de prise de décision. L'organisation a également encouragé l'enseignement technique et professionnel pour les filles, en particulier dans les domaines des STIM, en tant que voie vers l'autonomisation économique.

Sur le plan interne, FEMNET a poursuivi sa croissance et son évolution, en mettant en œuvre des politiques solides en matière de ressources humaines et de protection, tout en élargissant son équipe. L'utilisation innovante des plateformes numériques par l'organisation a renforcé sa capacité à mobiliser, défendre et partager les connaissances de manière efficace, étendant ainsi sa portée et son impact à travers le continent.



# POINTS FORTS SUR LES ESPACES ET LES ACTIVITÉS CLÉS

## Africa Disrupt-la CSW67

FEMNET a organisé son deuxième événement phare de la Commission africaine sur le statut des femmes (Africa -CSW) à Lilongwe, au Malawi, afin d'assurer la représentation et l'engagement des femmes africaines dans l'espace mondial de la CSW. Au fil des ans, les femmes africaines ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence d'inclusion dans la Commission de la condition de la femme (CSW) et dans d'autres espaces mondiaux, car elles continuent de se heurter à des obstacles tels que les contraintes économiques et d'immigration, ainsi que les restrictions de capacité. Ces défis limitent leur représentation, leur participation et leur voix dans des espaces cruciaux où elles doivent être entendues. FEMNET a convoqué les femmes et les filles africaines des cinq sous-régions (plus de 200 délégués de 21 pays africains) pour la deuxième session de la CSW qui s'est tenue du 28 février au 2 mars 2023. Le choix d'accueillir la deuxième session de la CSW en Afrique australe était intentionnel et reflétait notre désir d'assurer la rotation de la CCF afin d'améliorer l'accessibilité des femmes et des filles africaines dans toute leur diversité.

FEMNET a réuni des organisations de la société civile, des activistes, des femmes, des filles, des personnes non binaires, des personnes handicapées, des représentants du gouvernement, des députés du Malawi, des dirigeants politiques, des chefs traditionnels, des femmes et des filles vivant dans des zones rurales et des établissements informels, des représentants des médias, des partenaires de développement (agences des Nations unies, partenaires bilatéraux et multilatéraux et ONGI) et le secteur privé pour la deuxième édition de l'Africa Disrupt CSW67 à Lilongwe, au Malawi, sous le thème : **L'innovation, la technologie et l'éducation à l'ère numérique pour les femmes et les filles**. Il s'agissait d'un espace de réflexion et de discussion pour les femmes et les filles africaines, afin de favoriser une voix collective et de décortiquer les réalités des avancées numériques et leurs effets sur les femmes. Les délégués ont à nouveau rappelé la contribution des femmes et des filles africaines à l'innovation technologique dans leur pays, au niveau régional et mondial ; ils ont réfléchi aux progrès et aux défis liés à la fracture technologique entre les hommes et les femmes ; ils ont consolidé les perspectives des contextes locaux et ont élaboré ensemble un programme et une voix communs pour faire progresser les politiques et les pratiques de transformation du genre axées sur la sécurité, le bien-être, l'inclusion, l'accessibilité financière et la durabilité.





Les conversations approfondies et les provocations ont remis en question les fondements patriarcaux et coloniaux ancrés dans la conception de la technologie numérique. Africa Disrupt CSW sert de plateforme pour co-développer une position commune concrète pour les femmes et les filles africaines afin d'informer les conclusions de la CSW67. Les réunions ont abouti à l'élaboration d'une déclaration de [position et de recommandations par les femmes et les filles africaines](#) et Africa Disrupt ( [Déclaration de Lilongwe](#) ) ont été présentées lors de la CSW67 à New York. L'African Disrupt a été un précurseur qui a permis aux voix des femmes africaines de se préparer, de s'unir, de se concentrer et d'être prêtes à s'engager lors de la CSW 67 à New York et de réfléchir aux priorités stratégiques de FEMNET en matière de solidarité, d'amplification des voix des femmes africaines et de démantèlement des relations de pouvoir patriarcales..

## Commission de la Condition de la Femme (CSW 67) NY

La Commission de la condition de la femme (CSW) est l'organe intergouvernemental mondial qui se consacre à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles. La CSW est en phase avec le travail de FEMNET qui consiste à mobiliser les femmes et les filles africaines pour la réalisation de l'égalité des sexes et la concrétisation des droits des femmes et des filles à tous les niveaux et dans toute leur diversité. La CSW examine les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin de 1995, le principal document de politique mondiale sur l'égalité des sexes, ainsi que les questions émergentes qui affectent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Le thème de la CSW 67 pour 2023 était le suivant : ***L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles.***

The [déclaration de position et les recommandations des femmes et filles africaines et](#) ( [déclaration de Lilongwe](#) ) ont été présentées lors de la CSW67 à New York.

FEMNET s'est engagé avant, pendant et après la CSW67 pour s'assurer que **les voix des femmes et des filles africaines soient amplifiées et que leurs besoins, leurs priorités et leurs aspirations soient prioritaires dans les dialogues politiques et les résultats de la CSW67.** FEMNET a facilité la participation d'une délégation de 18 personnes à la CSW67 à New York du 6 au 17 mars 2023. FEMNET a organisé 3 événements parallèles : Reconnaître et sauvegarder la technologie et l'innovation autochtones africaines pour les femmes et les filles ; la session du caucus régional des femmes africaines et la session du caucus régional des femmes africaines. Les résultats de chaque session ont été transmis au Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) pour suivi. FEMNET a veillé à ce que le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) adopte des mesures concrètes pour accroître la participation significative des groupes dirigés par des GYW dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision. Il a également veillé à ce que les voix des femmes et des filles africaines, qui ont abouti à la déclaration de Lilongwe, soient distribuées aux principaux décideurs et personnes d'influence à la Convention des Nations unies. FEMNET a également contribué aux efforts de plaidoyer en faveur de la rotation du lieu de la CSW.





## Le Protocole de Maputo @ 20 ans

Il y a vingt ans, en Juillet 2003, les gouvernements africains ont adopté le protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, qui définit les droits des femmes et des jeunes filles dans toute l'Afrique. Deux ans plus tard, en novembre 2005, 15 pays ont ratifié le protocole, ce qui en fait l'instrument de protection des droits de l'homme le plus rapidement entré en vigueur dans l'histoire de l'OUA/UA. Les progrès réalisés par le protocole de Maputo résultent des efforts remarquables déployés par diverses organisations de défense des droits de l'homme, des unions régionales et des organismes publics pour garantir sa signature, sa ratification, sa mise en œuvre et l'établissement de rapports à son sujet par les gouvernements africains. À ce jour, 43 des 55 États membres de l'Union africaine ont signé et ratifié le protocole de Maputo. 9 États l'ont signé et doivent encore le ratifier. Seuls 3 États n'ont ni signé ni ratifié le protocole.



En Juillet 2023, le protocole fêtera son 20e anniversaire. L'adoption du protocole de Maputo représente une étape importante pour le continent africain et, plus encore, pour les femmes et les filles dans toute leur diversité. Le paysage normatif de l'égalité des sexes et des droits des femmes en Afrique a énormément évolué au cours des vingt dernières années, même s'il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne la transformation des normes en matière de genre et le financement durable des mouvements de femmes et de jeunes en première ligne.

L'Union africaine et le gouvernement du Kenya ont organisé une réunion de haut niveau le 11 juillet 2023 pour commémorer le 20e anniversaire du protocole, réunissant des membres de SOAWR (FEMNET est membre), des décideurs, des organisations internationales et d'autres organisations de défense des



droits des femmes qui œuvrent pour faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes. Au cours de cette réunion de haut niveau, un ancien membre du conseil d'administration de FEMNET et un membre actuel de FEMNET, Mama Koite Doumbia du Mali, s'est vu décerner le prix de la solidarité dans la catégorie de l'accès à la justice.

Outre la réunion de haut niveau, FEMNET a organisé plusieurs activités au cours de cette semaine de commémoration qui a réuni 269 femmes et jeunes filles à Nairobi, au Kenya. Celles-ci représentaient 34 pays d'Afrique, notamment le Botswana, Madagascar, l'Eswatini, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Sierra Leone, le Sénégal, le Niger, la Tanzanie, le Rwanda, le Sud-Soudan, le Somaliland, la Tunisie, etc. Au total, 21 hommes ont également été engagés pour promouvoir la participation masculine. Les activités comprenaient le troisième festival des filles et jeunes femmes africaines et un dialogue intergénérationnel sur les femmes et la participation politique. Le troisième festival des filles et des jeunes femmes africaines a été l'occasion de s'engager dans l'expression artistique, la célébration de la diversité, les soirées trivia, les chasses au trésor, les expositions créatives et le dialogue avec les partenaires du développement et les décideurs politiques.



Le programme de participation politique des femmes a rassemblé les parties prenantes du WPP des huit pays de mise en œuvre, y compris les cadres gouvernementaux (ministres chargés de l'égalité des sexes), les décideurs politiques, les responsables, les organisations de défense des droits des femmes, les jeunes activistes, les communautés économiques régionales, les défenseurs de l'égalité des sexes, les mobilisateurs communautaires, les organes de gestion des élections, les médias et les organisations



de la société civile, afin d'analyser de manière critique les performances des gouvernements dans la mise en œuvre de l'article 9. Au cours du dialogue thématique du WPP, Mme Tebogo Makwinja, ministre adjointe de l'égalité des sexes au Botswana, s'est engagée à assurer le suivi de la ratification du protocole avec son gouvernement. Le Botswana fait partie des trois États membres de l'Union africaine qui n'ont pas encore signé le protocole depuis son adoption en 2005.

La deuxième cohorte de l'Académie féministe africaine pour la justice climatique (AFACJ) a été organisée en partenariat avec Oxfam Novib et s'est tenue à Nairobi parallèlement aux 20 événements de commémoration du protocole de Maputo. L'académie a regroupé 30 activistes et mobilisateurs de base afin de fournir un espace aux femmes africaines pour partager leurs récits sur le climat et renforcer leur confiance pour amplifier ces récits aux niveaux local, national et régional afin de s'assurer qu'elles ne sont pas laissées pour compte. Les participantes ont été plongées dans des discussions sur la manière d'attirer l'attention sur les questions liées au changement climatique. Les participants se sont également engagés dans une conversation sur la façon dont le discours sur le changement climatique, en particulier les conversations sur le financement du climat, peut être conceptualisé au profit de tous, en particulier des femmes. Les discussions ont porté sur les obstacles et les lacunes auxquels les femmes et les filles sont confrontées dans l'accès au financement climatique, sur la manière dont les institutions nationales et internationales peuvent aider les femmes à accéder au financement climatique et sur l'approche féministe du financement climatique.



FEMNET a organisé une formation pour 14 féministes venues du Kenya, de l'Ouganda, du Nigéria et du Niger sur la sûreté et la sécurité en tant que défenseurs des droits des femmes sur l'autonomie corporelle et la santé et les droits sexuels et reproductifs. La formation s'est tenue en marge de Maputo@20 du 12 au 14 juillet 2023. Le programme de formation était composé de diverses sessions interactives, d'activités de groupe, de présentations et de discussions axées sur le plaidoyer basé sur les faits et l'impact, ainsi





que sur la surveillance et l'atténuation de l'opposition. La formation visait à renforcer les connaissances des acteurs du changement sur l'utilisation des données dans leur plaidoyer et sur la manière de repérer l'opposition et d'y faire face tout en maintenant la sécurité.

FEMNET a organisé l'African Feminist Macroeconomics Academy (AFMA) du 10 au 13 juillet 2023 au Cap, avec pour thème directeur: [African Feminist Alternatives to the Financialization of Everyday Life](#). (**Alternatives féministes africaines à la financiarisation de la vie quotidienne**). L'AFMA est organisée chaque année avec pour objectif général de constituer une cohorte de féministes possédant des connaissances et des compétences approfondies en macroéconomie, qu'elles peuvent utiliser pour façonner le discours, influencer les politiques et les pratiques et soutenir des campagnes de plaidoyer efficaces en faveur de la justice économique des femmes.

Le [projet STITCH](#) a organisé une session virtuelle et a utilisé les arts (Artivisme Féministe) pour souligner l'impact de leur travail au Rwanda, au Kenya, en Tunisie, en Ethiopie, en RDC, au Mali et à l'île Maurice. Au cours de l'événement, un documentaire vidéo sur l'impact du travail avec les mouvements de défense des droits des femmes en Afrique pour plaider en faveur de la mise en œuvre de la convention de Maputo dans les sept pays a également été projeté.

## La Women Deliver

La conférence **Women Deliver** 2023 (WD2023) s'est déroulée en présentiel à Kigali, au Rwanda, ainsi que dans une version virtuelle, du 17 au 20 juillet 2023. En tant que l'une des plus grandes réunions multisectorielles visant à faire progresser l'égalité des sexes, la conférence WD2023 a rassemblé 6 300 personnes à Kigali et plus de 200 000 personnes en ligne par le biais de la conférence virtuelle et du dialogue mondial de six mois qui a précédé la conférence. La conférence WD2023 a favorisé des espaces inclusifs et cocrétés qui ont encouragé la solidarité pour des solutions durables en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. FEMNET s'est activement engagée dans cet espace mondial avec l'objectif principal de faire entendre la voix des femmes et des filles de la base. Echidna giving foundation a organisé un événement parallèle et a invité des organisations affiliées telles que FEMNET, Fawe et Tech for all à discuter des problèmes affectant les filles et les jeunes femmes à l'école. C'était l'occasion pour FEMNET de présenter notre travail non seulement avec les filles dans l'EFTP, mais aussi notre capacité régionale à rassembler et à aider les filles et les jeunes femmes africaines à s'exprimer sur les questions qui les concernent. Nous avons profité de cette occasion pour partager avec les participants le livre *ISpeak4myself*, qui est une compilation des voix des jeunes femmes africaines sur les questions qui les touchent après la conférence COVID 19, le changement climatique et les questions politiques dans toute la région.



## La COP 28

FEMNET a organisé la COP féministe en octobre 2023, au Ghana, qui a rassemblé 40 femmes et filles activistes et mobilisateurs de base. La COP féministe est co-convoquée avant la COP 28 et est conçue comme un espace sûr et audacieux pour les féministes, les activistes climatiques, les leaders autochtones, les filles et les jeunes femmes, et plus encore, pour se connecter, réfléchir, élaborer des stratégies et co-concevoir des moyens de s'engager, de perturber et de se montrer à la COP28. Le thème était « Une approche féministe de la transition juste ». L'activité a été couronnée de succès puisqu'une série de demandes a été élaborée et utilisée dans le cadre de notre engagement à la COP 28 à Dubaï.

FEMNET s'est engagé dans la COP 28 et a soutenu 13 de nos membres, y compris des membres du personnel, qui ont suivi diverses discussions telles que les pertes et dommages, le genre, le financement du climat et la transition juste. FEMNET a mobilisé les femmes et les jeunes filles pour qu'elles participent à la COP, aux partenariats avec WGC, PACJA, a identifié les questions sectorielles clés affectant les femmes et les filles dans la justice climatique, a participé aux briefings des médias, aux podcasts et aux médias sociaux et a été nommée au comité directeur du genre au sein du CAN.



## Influencer le Plan d'Action de l'UE Pour l'Égalité Entre les Femmes et les Hommes

FEMNET est membre du Forum politique sur le développement ([PFD](#)). Le PFD rassemble des organisations de la société civile, des autorités locales, des associations professionnelles et commerciales ainsi que des représentants des institutions de l'UE et des États membres pour discuter de questions pertinentes et de la mise en œuvre de la coopération au développement de l'UE. Au sein du PFD, FEMNET est membre de l'équipe de travail qui maintient la communication entre les réunions du PFD, entreprend des travaux préparatoires, contrôle et conseille le fonctionnement et les performances du PFD. En outre, le FEMNET représente les organisations de la société civile en Afrique au sein de l'équipe de travail. En 2023, FEMNET a participé à plusieurs activités pour représenter ses membres et veiller à ce que les questions de genre soient mises en évidence et incluses dans la planification et la mise en œuvre de la coopération au développement de l'UE. En particulier, FEMNET a participé à une consultation pour les OSC et les autorités locales sur la programmation régionale de l'UE pour l'Afrique subsaharienne (2021-2027). Parmi nos principales contributions, nous avons demandé que les financements de l'UE atteignent les organisations de défense des droits des femmes en première ligne, que le genre soit une priorité dans la planification et la mise en œuvre des actions de l'UE, et que les actions de l'UE atteignent les femmes et les filles les plus marginalisées. La contribution de FEMNET au [rapport parallèle de Concord GAP III](#), et l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du GAP III ont constitué des points de repère utiles pour



renforcer la mise en œuvre des actions en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre de la coopération au développement de l'UE. En outre, en 2023, FEMNET a rejoint le [Global Gateway CSO and LA Advisory Platform](#). Nous représentons nos membres, notamment les organisations de défense des droits des femmes et les OSC d'Afrique qui œuvrent en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, au sein de la plateforme en fournissant des informations en retour et des points de vue sur l'intégration du genre et de l'inclusion dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets de GG.



# PERSPECTIVES PROGRAMMATIQUES – NOS DOMAINES D'INTERVENTION

## 1. Santé et droits sexuels et reproductifs

### Projets

1. Santé et droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest (Ma santé, mes droits),
2. Projet "We Lead" - Hivos, ministère des affaires étrangères
3. Spotlight d'UNWomen
4. Pleins feux sur le PNUD
5. Changement au sein de la communauté pour promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) pour les femmes et les filles dans les comtés de Migori, Homabay et Tharaka Nithi au Kenya.

FEMNET et son partenaire ROAJELF se sont associés pour mobiliser les principales parties prenantes du Niger, du Mali, du Cameroun, du Liberia, du Ghana, du Nigeria, du Cap-Vert, de la Sierra Leone, de la Guinée Conakry, du Burkina Faso, de la Gambie, du Sénégal, du Togo, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau. Le forum a renforcé les connaissances, les capacités et les stratégies des OSC et des activistes des droits de la femme dans la région WACA pour plaider en faveur des réformes dans leurs contextes nationaux et régionaux respectifs. Il a également créé un réseau d'OSC et de militants des droits de la femme dans la région WACA afin de partager les bonnes pratiques, de renforcer la solidarité et de former un mouvement mondial et régional fort sur l'EVAWG, la santé publique et la santé et les droits sexuels et reproductifs. Le forum a élaboré une stratégie visant à obtenir le soutien du public pour modifier les lois et pratiques civiles, coutumières et religieuses discriminatoires qui exacerbent la violence à l'égard des femmes dans la région de la WACA. Cette stratégie a débouché sur les recommandations de Bamako.

FEMNET a développé un manuel de formation sur le plaidoyer SRHR et la budgétisation intitulé **Un manuel de formation sur le plaidoyer SRHR, EVAWG, politique et budgétaire dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre**. Le manuel de formation en français et en anglais est annexé à ce rapport. Le manuel contribuera à renforcer les connaissances et les compétences en matière de SDSR, de droits de l'homme et d'égalité entre les femmes et les hommes en matière de politique et de plaidoyer budgétaire en Afrique de l'Ouest et du Centre.

FEMNET a renforcé les capacités de 64 détenteurs de droits du Kenya, de l'Ouganda, du Mozambique et du Nigeria en matière de plaidoyer, de suivi de l'opposition, de sûreté et de sécurité.

FEMNET a organisé une clarification des valeurs et une transformation des attitudes (VCAT) ainsi qu'une formation sur la diversité et les dispositions de services favorables aux détenteurs de droits à l'intention des prestataires de soins de santé au Kenya, du 20 au 23 septembre. La formation visait à renforcer la capacité des prestataires de soins de santé à fournir des services fondés sur les droits, en mettant l'accent sur la diversité et l'inclusion. Les divers participants à la formation comprenaient des cliniciens, des infirmières de santé communautaire, des professionnels de la maternité et des prestataires de services de santé sexuelle et reproductive. La formation a porté sur le changement d'attitude, l'évaluation des valeurs, la diversité, l'inclusion et la fourniture de services respectueux des détenteurs de droits. La démographie des participants à la formation a contribué à créer un environnement d'apprentissage riche et dynamique, rassemblant des personnes ayant des expériences de vie et des perspectives différentes,



ce qui a permis d'améliorer l'efficacité de la formation

64 ACO formés  
dans 4 pays

Élaboration du manuel de  
formation WACA, étude  
d'analyse comparative

Espaces: GIMAC

## 2. Justice et Droits Économiques

### Projets

1. AWDF-Femonomics : Une économie juste pour tous
2. FJWG-Justice fiscale pour les femmes et les filles en Afrique
3. GATES - Engager les défenseurs de l'égalité des sexes dans le redressement économique de l'Afrique
4. Fondation Ford - Reprise économique inclusive et durable
5. Fondation Hewlett - Plaider en faveur d'une reprise économique équitable pour les femmes en Afrique

FEMNET a organisé l'Académie Macroéconomique Féministe Africaine (AFMA) à Lomé, au Togo, du 20 au 23 février 2023. Il s'agissait de la première AFMA à se tenir dans un pays francophone. L'AFMA 2023 marque la cinquième académie depuis sa création en 2017. La réunion a rassemblé 30 féministes et activistes africaines de 19 pays africains. L'AFMA a permis aux femmes de se réunir et de réfléchir, de remettre en question l'orthodoxie en économie, d'approfondir leur réflexion et d'explorer des alternatives.

Au fil des ans, FEMNET s'est efforcé de créer une masse critique dynamique d'économistes féministes africaines impliquées dans le discours macroéconomique. Des résultats remarquables ont été obtenus grâce au succès continu de l'AFMA dans le renforcement des capacités des défenseurs du genre, des activistes, des dirigeants de mouvements, des journalistes et des réseaux dédiés aux droits des femmes et à l'égalité des sexes. En décembre 2023, l'académie comptait 242 anciens participants entre 2017 et 2023. Ces anciens élèves ont participé activement au discours macroéconomique féministe, apportant des contributions substantielles dans plus de 31 pays africains.

| Années       | Participants | Niveau              |
|--------------|--------------|---------------------|
| 2017         | 20           | Régional            |
| 2018         | 31           | Régional            |
| 2019         | 34           | Régional            |
| 2020         | 63           | Régional (en ligne) |
| 2021         | 22           | Régional            |
| 2022         | 22           | Sous-régional       |
| 2023         | 50           | Sous-régional       |
| <b>Total</b> | <b>242</b>   |                     |





AFMA alumni are not only acquiring knowledge but also creating context-specific knowledge products and actively applying them to generate tangible impacts. Through the development of knowledge products such as articles, they are disseminating insights and addressing issues like gender-insensitive taxation, the unpaid care economy, and gender inequalities in public service delivery, sparking meaningful conversations.

Le projet de justice fiscale a permis d'obtenir des victoires politiques au niveau national en Zambie et en Ouganda, ainsi que d'accroître la prise de conscience et l'appréciation du lien entre le genre et la fiscalité.

### 3. Leadership féminin transformateur

#### Projets

1. Politique d'égalité des sexes et de promotion (GEAP) - AGECS-Fondation Aga Khan (AKF)-GAC
2. Participation des femmes à la vie politique (WPP) - IDEA

FEMNET a réuni 40 participants du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, de Madagascar et du Mozambique pour l'African Feminist Transformative Leadership Academy (AFTLA) en mai 2023. Les participants ont été formés en tant que ToTs et pour permettre aux formations de se dérouler au niveau local, FEMNET a développé le manuel de plaidoyer sur le genre de l'African Feminist Transformative Leadership Academy (AFTLA) qui sera ultérieurement conçu et imprimé.

FEMNET a organisé un dialogue thématique de deux jours avec 35 organisations de défense des droits des femmes, la société civile, les partenaires du WPP et les médias les 27 et 28 juin 2023 à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), afin d'exploiter leur pouvoir collectif pour influencer les processus électoraux inclusifs et la gouvernance à l'approche des élections générales de décembre 2023. Malgré une population plus importante de femmes en RDC, leur influence dans la gouvernance reste subtile. La RDC est l'un des pays africains où les femmes sont le moins représentées à l'Assemblée nationale, selon les données d'IDEA sur les quotas de genre.

L'espace a donc été conçu pour revitaliser les femmes leaders en RDC afin qu'elles reconnaissent leur pouvoir, qu'elles adoptent le leadership des femmes, qu'elles se rallient aux candidates, qu'elles se présentent aux élections et qu'elles renforcent leur solidarité en vue de la construction de la nation. Chantal Nembunzu et Mme Catherine Odimba d'ONU Femmes, ainsi que des partenaires d'Oxfam, de CONAFED, de l'ARSF, d'Afia Mama et du ministère du Genre ont participé à cet événement réussi. Les participants ont plaidé en faveur d'initiatives de renforcement des capacités, de l'autonomisation économique et sociale des femmes et de la solidarité dans la défense de systèmes, de structures et de pratiques de gouvernance inclusifs. L'activité a fait l'objet d'une couverture médiatique massive et a gagné en popularité dans les médias grand public et en ligne.

FEMNET a collaboré avec Sauti ya Wanawake - Pwani, Dream Achievers Youth Organization (DAYO) et Aga Khan Foundation (AKF Kenya) pour co-concevoir et développer des stratégies de plaidoyer et de médias pour aborder l'accès à la justice centré sur les survivants pendant les 16 jours d'activisme. En conséquence, les partenaires ont organisé un événement communautaire (Kongamano) à Mwakirunge, Mombasa, le 4 décembre 2023. Cet événement réussi a rassemblé plus de 300 participants, dont l'administration locale, des dirigeants politiques, des magistrats, des prestataires de services de santé, des membres de la société civile, des éducateurs, des activistes, des dirigeants communautaires, des alliés masculins, des leaders d'opinion, des chefs religieux et culturels. Les résultats de la campagne



seront compilés dans un document d'orientation pour accélérer le plaidoyer dans les forums de plaidoyer locaux, nationaux et régionaux.

Le FEMNET, en collaboration avec Mzalendo Trust et KEWOPA, a organisé la fiche d'évaluation post-électorale de la participation politique des femmes avec les femmes parlementaires kenyanes. Il s'agissait d'une stratégie différente et efficace pour impliquer les femmes parlementaires dans les dialogues politiques. Les discussions informelles et à cœur ouvert ont créé un espace sûr pour que les partenaires limitrophes puissent s'exprimer librement et s'exprimer avec audace sur les questions politiques. L'événement, qui a débuté par une discussion sur le chat de feu, a joué un rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement propice à une discussion ouverte, à la création de liens et à l'interaction entre les membres du parlement, dont certains interagissaient pour la toute première fois. La collaboration avec KEWOPA et Mzalendo Trust a consolidé notre partenariat avec le WPP et a suscité des discussions pour d'autres collaborations visant à faire progresser l'engagement politique des femmes. Le dernier jour du forum WPP Scorecard 2023, les femmes parlementaires ont rédigé un communiqué et invité la presse à publier une déclaration sur l'état de la nation et sur leur engagement collectif à faire progresser la formulation de politiques sensibles au genre et la solidarité entre les femmes et les hommes

40 partenaires de 5 pays formés sur le genre et le plaidoyer politique au sein de l'AFTLA

A Développement d'un manuel de plaidoyer sur le genre par l'African Feminist Transformative Leadership Academy (AFTLA)

30 OMR se sont réunies pour un dialogue en RDC avant les élections nationales.

## 4. Leadership Féminin Transformateur - Filles et Jeunes Femmes

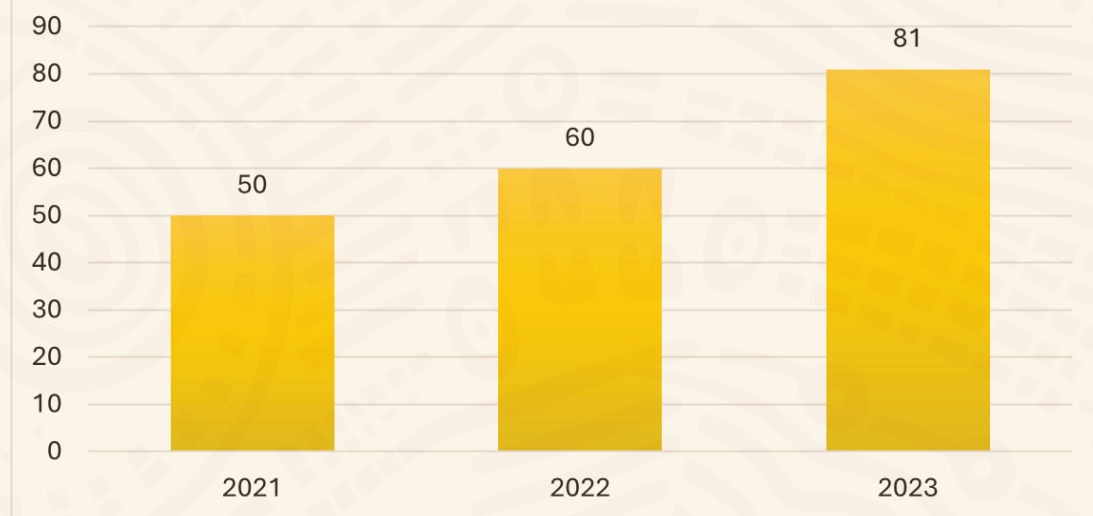
### Projets

1. She Leads
2. Influencer l'éducation inclusive pour les filles et les jeunes femmes en Afrique de l'Est.

FEMNET a coordonné la troisième édition de l'African Girls où 81 AGYW de 15 pays ont participé au troisième festival en marge de Maputo @ 20 et ont formulé des recommandations à l'intention de l'Union africaine ainsi qu'un appel à l'action. Le thème du festival des filles 2023 était **"AGYW Infusing Young Feminist Realities in the Maputo Protocol"** (**"Intégrer les réalités féministes des jeunes dans le protocole de Maputo"**). L'objectif principal du forum était d'impliquer de manière significative les filles et les jeunes femmes africaines dans la co-crédation et la co-propriété du troisième festival africain des filles et des jeunes femmes dans le but de favoriser l'apprentissage croisé, l'action collective et la responsabilisation. Le troisième festival AGYW a été l'occasion de s'engager dans l'expression artistique, la célébration de la diversité, les soirées trivia, les chasses au trésor, les expositions créatives et le dialogue avec les partenaires du développement et les décideurs politiques. Chaque année, nous avons été en mesure d'atteindre davantage de jeunes gens, ce qui porte le nombre total de participants à 191.



## La portée du festival des filles africaines depuis sa création



FEMNET a travaillé en étroite collaboration avec neuf organisations régionales d'entraide en tant que partenaires de mise en œuvre dans la région, notamment : Polycorn au Kenya, GLS en Ouganda, IDIWA en Ouganda, CHI Liberia, WSLF Sierra Leone, ROAJELF au Mali, NMWEO en Éthiopie, Yellow Movement en Éthiopie, HFFG au Ghana, WAN au Ghana.

Le consortium panafricain She Leads, dont FEMNET est le chef de file, a procédé à un examen à mi-parcours qui a révélé que 17 lois avaient été modifiées pour promouvoir la voix, l'agence, le leadership et la participation représentative des jeunes filles dans les processus décisionnels des sphères publique, privée et civique.

La politique d'enseignement et de formation professionnels (EFP) soutenue par l'IIAGE a été approuvée par le gouvernement du comté de Kisumu. Il s'agit là de l'aboutissement des efforts déployés par le FEMNET, le gouvernement du comté de Kisumu, les filles et les jeunes femmes dans les instituts d'EFTP et les organisations de la société civile travaillant dans la région. Les Filles et jeunes femmes de l'EFTP en Ouganda ont continué à renforcer leur influence dans les médias grâce au lancement réussi de leur campagne médiatique par les étudiants de l'EFTP, qui a renforcé leur agence.



## 5. Justice Climatique et Gouvernance des Ressources Naturelles

### Projets

1. African Activists on Climate Justice (AACJ)
2. Climate Justice in Africa

FEMNET a travaillé en étroite collaboration avec sept organisations régionales de femmes en tant que partenaires de mise en œuvre dans la région. Il s'agit de RECODE (Sénégal), VDF (Burkina Faso), EVA (Nigeria), UEWCA (Éthiopie), NAGAAD (Somalie), WOKIKE (Kenya) et MULIEDE (Mozambique). Ces organisations ont joué un rôle essentiel dans la création de mouvements de femmes et de jeunes dans leur pays. Les mouvements établis se sont attaqués à des problèmes clés, par exemple au Burkina Faso où il y a actuellement une division de masse ad hoc et une vente de terres, les mouvements ont travaillé avec l'administration locale pour y mettre un terme. À Nasarawa, au Nigeria, le mouvement a plaidé en faveur de l'inclusion des femmes dans les communautés locales. Au Mozambique, MULEIDE s'est efforcé de promouvoir l'implication des femmes dans le processus de révision de la loi foncière et a utilisé son pouvoir de rassemblement en tant que président de l'OSC pour garantir l'implication de l'OSC dans le processus. Les groupes sont organisés différemment dans chaque pays, mais des horaires de réunion ont été fixés et l'agenda climatique a été bien articulé. Les organisations ont continué à travailler sur la construction de récits sur la justice climatique en formant des journalistes, en particulier des femmes journalistes, et des communautés à l'élaboration de récits. Le projet AACJ s'est également concentré sur les politiques et les lois clés qui affectent les femmes et les autres personnes vulnérables. Au Mozambique, MULEIDE et d'autres partenaires du consortium ont contribué à l'élaboration du premier projet de loi foncière, qui a été rendu public par le gouvernement en décembre. FEMNET a joué un rôle clé dans la planification et a participé au lancement de la Constitution africaine sur les femmes et le genre (Africa Women and Gender Constitue).

FEMNET a participé au sommet inaugural sur [le climat en Afrique et à la semaine africaine du climat](#), et a soutenu quatre membres de FEMNET. FEMNET s'est engagé dans les événements préliminaires et parallèles au sommet. Dans le cadre de la Task Force féministe africaine, nous avons planifié et célébré la Journée du genre, qui s'est tenue le 3 septembre 2023. L'événement a rassemblé toutes les femmes et les filles africaines dans leur diversité pour lancer le tout premier groupe de travail sur les femmes et le genre en Afrique (AWGC), soutenu par l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO).

**40 partenaires délibèrent à la CdP FEMINISTE en vue de la CdP 29 aux Émirats arabes unis**

**Engagement de 7 partenaires de mise en œuvre dans 7 pays dans la construction de mouvements, le développement de récits et le plaidoyer en faveur de la politique**

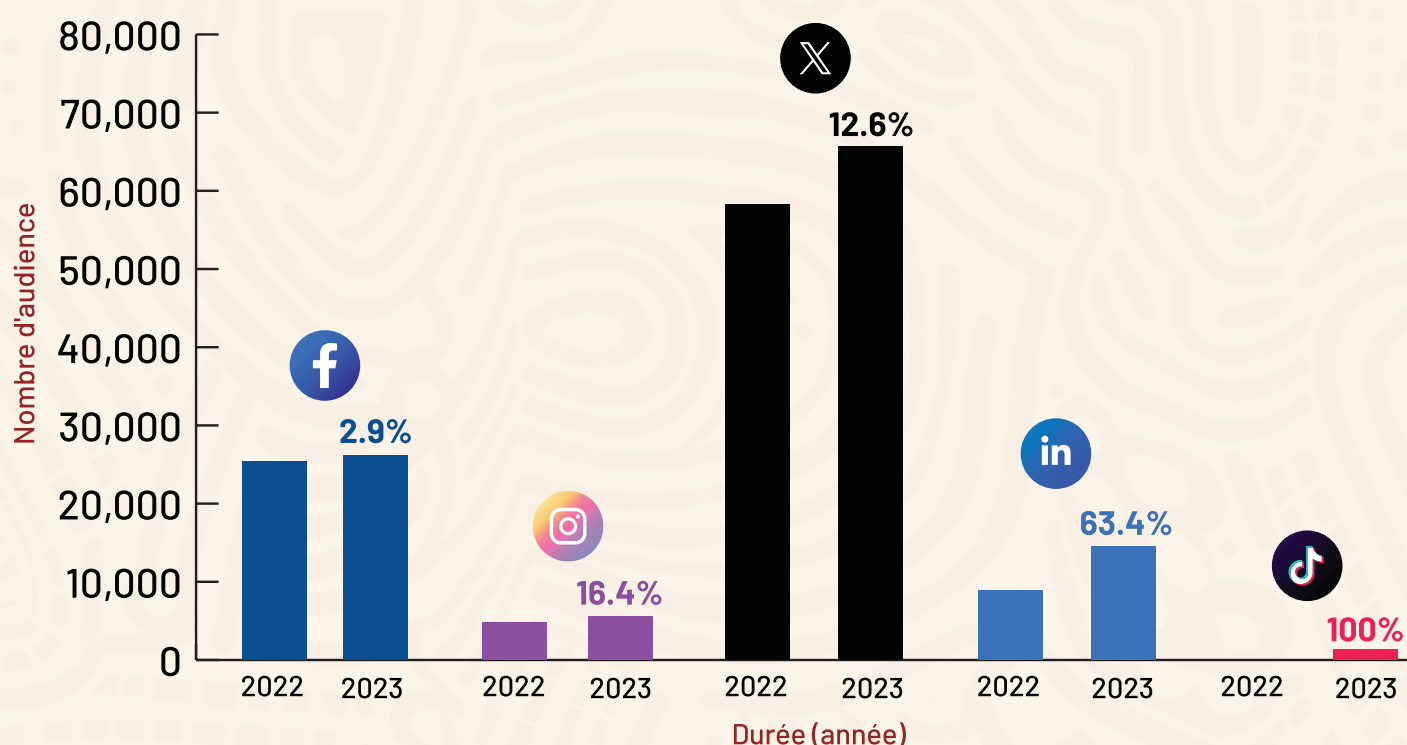


# EMPREINTES NUMÉRIQUES ET CONVERSATIONS

L'utilisation innovante par FEMNET des plateformes numériques et des médias sociaux lui a permis de mobiliser efficacement, d'influencer les politiques, d'engager, de mettre en réseau, de suivre et de partager des informations de manière plus fluide avec ses membres et de coordonner les membres autour de moments clés. Tout au long de l'année, FEMNET a lancé, rejoint et contribué à des discussions en ligne.

Chiffres d'audience sur les différentes plateformes. Les chiffres sont comparés entre Avril 2022 et Juin 2023 :

| Plateforme | Année Précédente | Juillet 2023 - Août 2024 |
|------------|------------------|--------------------------|
| Facebook   | 25,394           | 26,127 (2.9%)            |
| Instagram  | 4,813            | 5,604 (16.4%)            |
| X          | 58,281           | 65,608 (12.6%)           |
| LinkedIn   | 8,874            | 14,497 (63.4%)           |
| TikTok     | -                | 122 (100%)               |



## LE PERSONNEL AU COEUR DU FEMNET

En 2023, FEMNET a conservé une équipe dévouée. L'organisation a connu un certain nombre de transitions mais s'est également ouverte à de nouveaux talents qui étaient en phase avec les valeurs et les objectifs de FEMNET. Le personnel de FEMNET a augmenté au cours de l'année et, à la fin de l'année, l'organisation comptait 40 (33F/7M) employés sous divers contrats. FEMNET a mis en œuvre la politique des ressources humaines et la politique de sauvegarde. FEMNET s'est efforcée de renforcer les capacités de son personnel par des sessions d'apprentissage internes et par le développement personnel. Les principales formations ont porté sur la gestion des finances personnelles, le dialogue sur la santé, la cybersécurité, les aspects psychosociaux et la sécurité des défenseurs des droits de l'homme. Le FEMNET s'est efforcé de renforcer la sécurité dans ses bureaux.



## ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE AUX 31 DÉCEMBRE 2023 ET 2022

| ACTIFS                                                        | 2023                 | 2023             | 2022                 | 2022             |
|---------------------------------------------------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
|                                                               | Kshs                 | USD              | Kshs                 | USD              |
| <b>Actifs Non Courants</b>                                    |                      |                  |                      |                  |
| Immobilisations corporelles - nettes d'amortissements cumulés | 46,719,235           | 298,599          | 35,335,497           | 286,411          |
| Immobilisations incorporelles                                 | 1,475,718            | 9,431            | 1,967,624            | 15,948           |
| <b>Actifs Circulants</b>                                      |                      |                  |                      |                  |
| Encaisse et Soldes Bancaires                                  | 1,208,265,103        | 7,722,428        | 1,120,806,101        | 9,084,659        |
| Comptes Débiteurs                                             | 65,462,601           | 418,394          | 58,145,525           | 471,296          |
| <b>Total des Actifs Circulants</b>                            | <b>1,273,727,704</b> | <b>8,140,822</b> | <b>1,178,951,626</b> | <b>9,555,955</b> |
| <b>Passif à Court Terme</b>                                   |                      |                  |                      |                  |
| Comptes créditeurs                                            | 15,488,756           | 98,994           | 25,275,596           | 204,871          |
| Revenu non affecté différé                                    | 244,044,925          | 1,559,774        | 194,708,404          | 1,578,204        |
| Revenu limité différé                                         | 624,745,636          | 3,992,958        | 781,251,384          | 6,332,408        |
| <b>Total des Dettes à Court Terme</b>                         | <b>884,279,317</b>   | <b>5,651,726</b> | <b>1,001,235,385</b> | <b>8,115,483</b> |
| <b>Actif Net à Court Terme</b>                                | <b>389,448,387</b>   | <b>2,489,096</b> | <b>177,716,242</b>   | <b>1,440,472</b> |
| <b>Acifs Nets</b>                                             | <b>437,643,340</b>   | <b>2,797,126</b> | <b>215,019,363</b>   | <b>1,742,831</b> |
| <b>Représenté par :</b>                                       |                      |                  |                      |                  |
| Fonds du programme                                            | 117,866,998          | 753,328          | 130,892,844          | 1,060,946        |
| Réserve en devises étrangères telle que retraitée             | 319,776,342          | 2,043,798        | 84,126,519           | 681,885          |
| <b>Total des Fonds</b>                                        | <b>437,643,340</b>   | <b>2,797,126</b> | <b>215,019,363</b>   | <b>1,742,831</b> |



## ÉTATS DES ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023 ET 2022

|                                      | 2023                | 2023             | 2022               | 2022             |
|--------------------------------------|---------------------|------------------|--------------------|------------------|
|                                      | KShs                | USD              | KShs               | USD              |
| <b>REVENUS</b>                       |                     |                  |                    |                  |
| Revenus de subventions affectées     | 673,892,561         | 4,821,543        | 744,000,107        | 6,340,175        |
| Revenus de subventions non affectées | 13,912,775          | 99,532           | 43,681,440         | 353,933          |
| Autres revenus                       | 30,605,965          | 218,977          | 8,331,036          | 70,695           |
| <b>Total des Revenus</b>             | <b>718,411,301</b>  | <b>5,140,052</b> | <b>796,012,583</b> | <b>6,764,803</b> |
| <b>DÉPENSES</b>                      |                     |                  |                    |                  |
| Dépenses du programme                | 632,124,851         | 4,522,679        | 676,521,243        | 5,740,804        |
| Frais d'établissement                | 10,560,712          | 75,560           | 10,893,328         | 92,438           |
| Frais d'administration               | 88,751,581          | 634,994          | 61,981,446         | 525,961          |
| <b>Dépenses Totales</b>              | <b>731,437,144</b>  | <b>5,233,233</b> | <b>749,396,017</b> | <b>6,359,203</b> |
| <b>Solde de L'année</b>              | <b>(13,025,843)</b> | <b>(93,181)</b>  | <b>46,616,566</b>  | <b>405,600</b>   |

L'état de la situation financière de FEMNET a clôturé l'année 2023 avec un solde d'actifs nets de 437 643 341 KES (2 797 126 USD).

FEMNET a enregistré des recettes de 718 411 301 KES (5 140 052 USD) au cours de l'exercice 2023. L'organisation a continué d'afficher des ratios de dépenses très élevés, les dépenses de programme représentant 86 % des dépenses totales.

Les dépenses et les postes connexes présentés correspondent aux opérations de mise en œuvre de la stratégie 2020 de FEMNET, conformément à sa mission. Les opérations menées au cours de l'année ont tenu compte des opportunités les plus importantes et les plus pertinentes qui se sont présentées au cours de la période couverte par le rapport. Le réseau a déployé des efforts inestimables pour évaluer et échanger des idées et des expériences sur les systèmes, les politiques, les bonnes pratiques, la qualité des programmes et les stratégies avec 28 organisations régionales de l'eau, qui ont obtenu des sous-subsidations en 2022. Les opérations de 2022 comprennent 1 653 740 USD versés aux codemandeurs et aux partenaires de mise en œuvre en tant que sous-subsidations et/ou membres de la coalition, et d'autres organisations régionales de lutte contre le sida devraient être financées en 2023.

Nous avons été en mesure de mettre en œuvre nos activités de manière durable et nous avons l'intention de transmettre notre programme de développement durable à toutes nos parties prenantes afin qu'elles prennent toujours en considération les impacts écologiques, économiques et sociaux de notre travail.

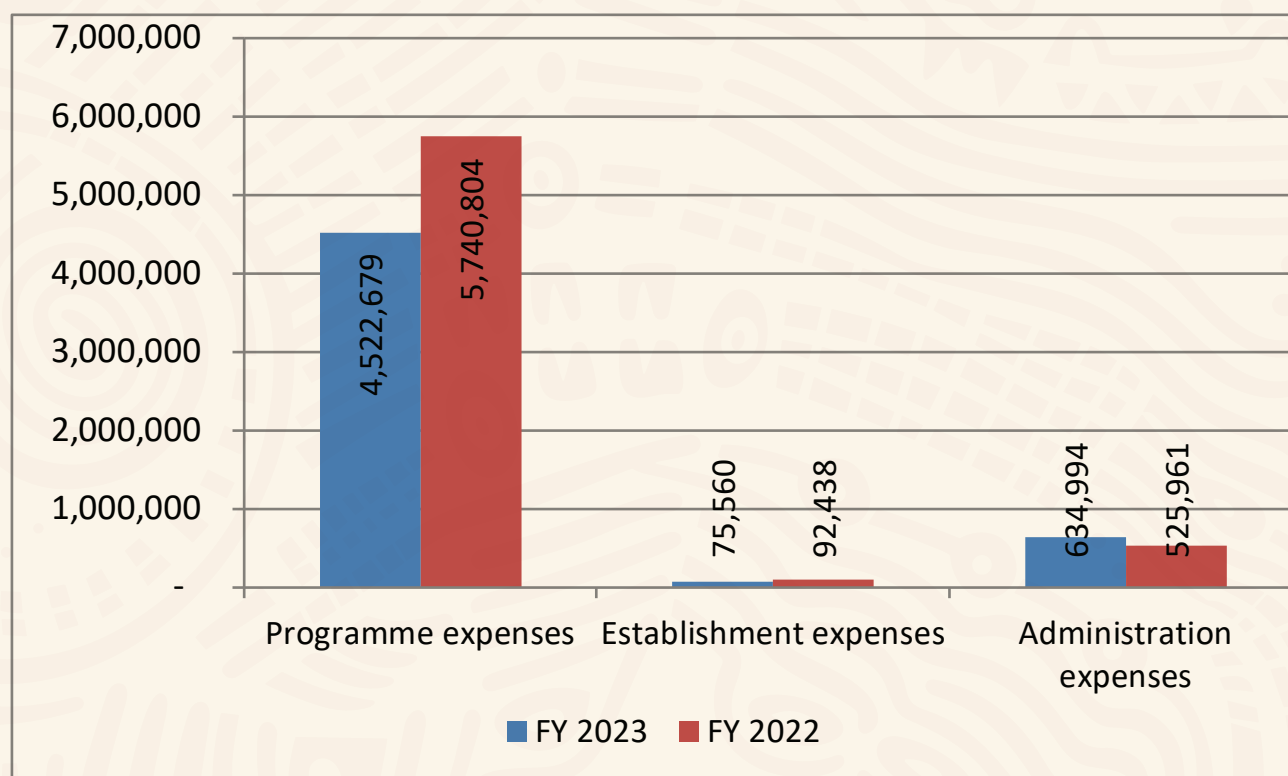
Les actifs comprennent un terrain de 2 acres dans la banlieue de Nairobi présenté au coût (2012), avec l'évaluation des administrateurs au 31 décembre 2023, s'élevant à KES 28 millions (US\$ 204,179) par rapport au prix d'achat de KES 10 millions (US\$ 97,276).

\* Les états financiers sont préparés en shillings kényans (KES), la monnaie de base. Pour les besoins du rapport, les soldes de l'année en cours ont été convertis en dollars des États-Unis (USD) au taux de fin d'année de 1 USD = KES 156,46 pour les postes du bilan, au taux au comptant pour les subventions reçues pendant l'année et au taux moyen annuel de 1 USD = KES 139,77 pour les autres postes du compte de résultat.

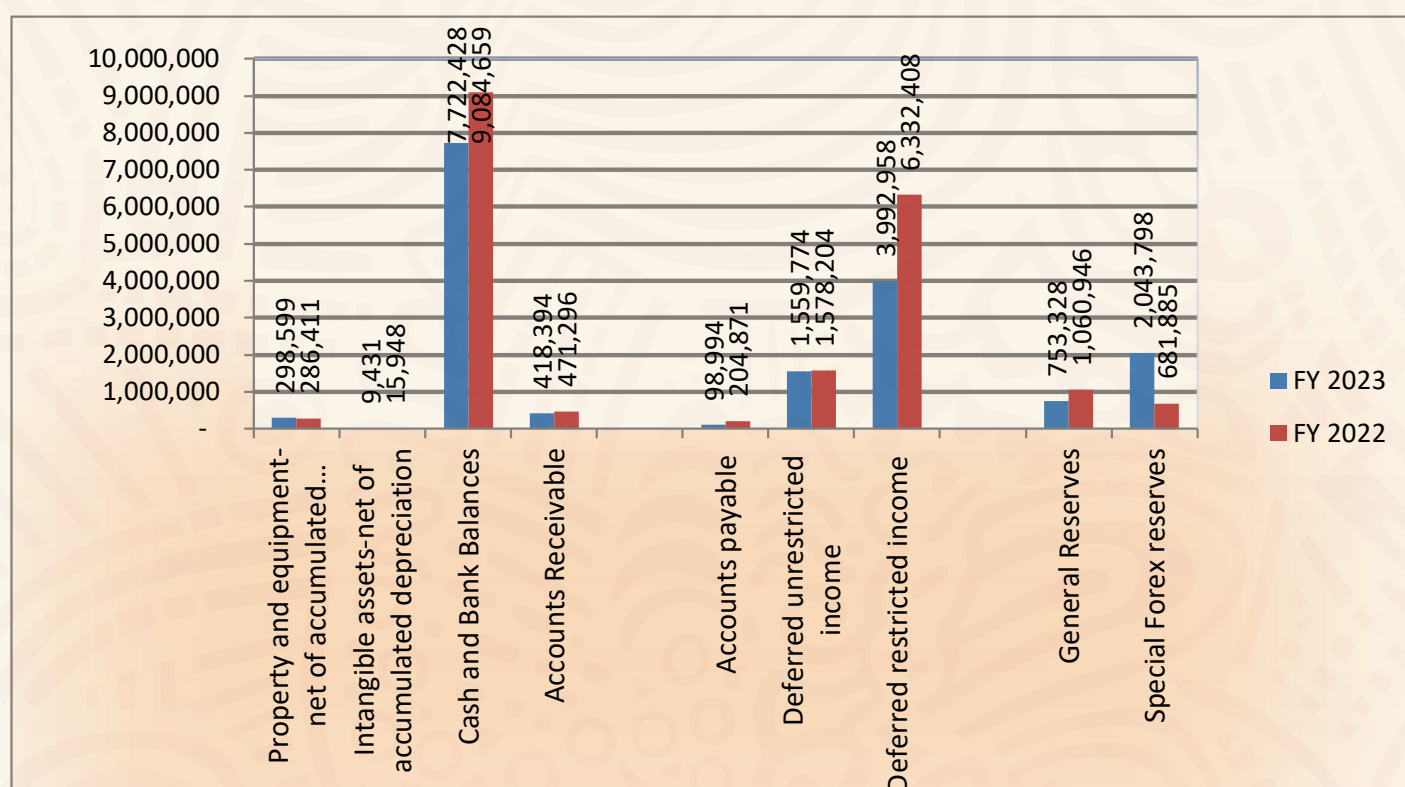
Les rapports financiers publiés sont des extraits d'états et de rapports financiers audités. Les états financiers de FEMNET ont fait l'objet d'un audit indépendant par le cabinet d'audit BDO East Africa Kenya et ont reçu une opinion d'audit sans réserve quant à leur présentation fidèle, conformément aux normes internationales d'audit (ISA).



## DÉPENSES POUR 2023 ET 2022 - CHIFFRES COMPARATIFS EN US\$



## ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE AUX 31 DÉCEMBRE 2023 ET 2022



## ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE AUX 31 DÉCEMBRE 2023 ET 2022

